

## Résister, vivre ensemble autrement

n°332 • mai 2023  
3€



DÉSERTS  
MÉDICAUX.  
**COMMENT DES  
PRATICIENS FONT  
FACE TANDIS QUE  
L'HÔPITAL S'ENFONCE  
DANS LA CRISE**

**NOTRE DOSSIER > P.10 À 13**

# Centre de Santé l'Étoile

## POLITIQUE

*Rassemblement antifasciste  
à Fontaine contre la haine  
et l'agression antisémite*



## CGT

*Les Isérois de retour du congrès national. Le travail change, la CGT aussi*

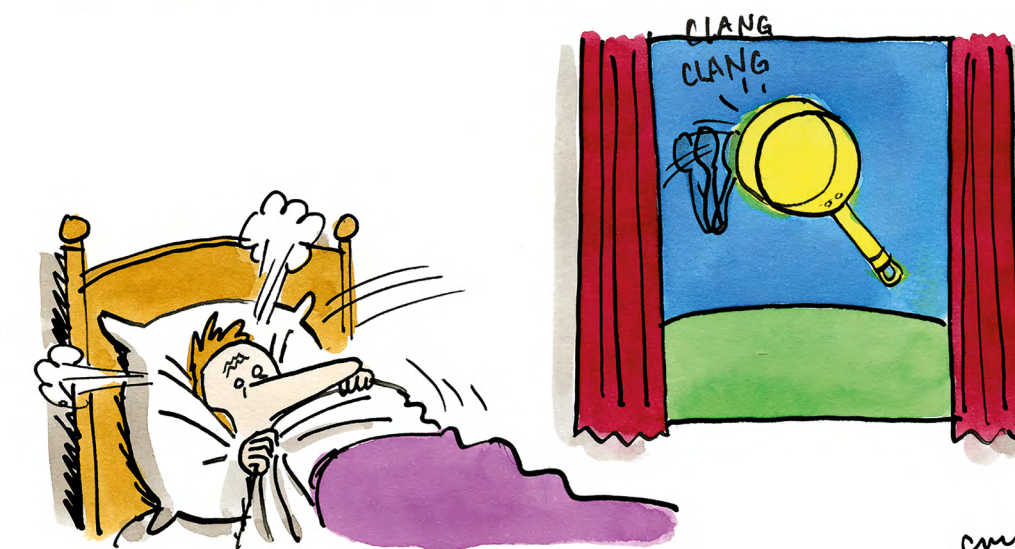
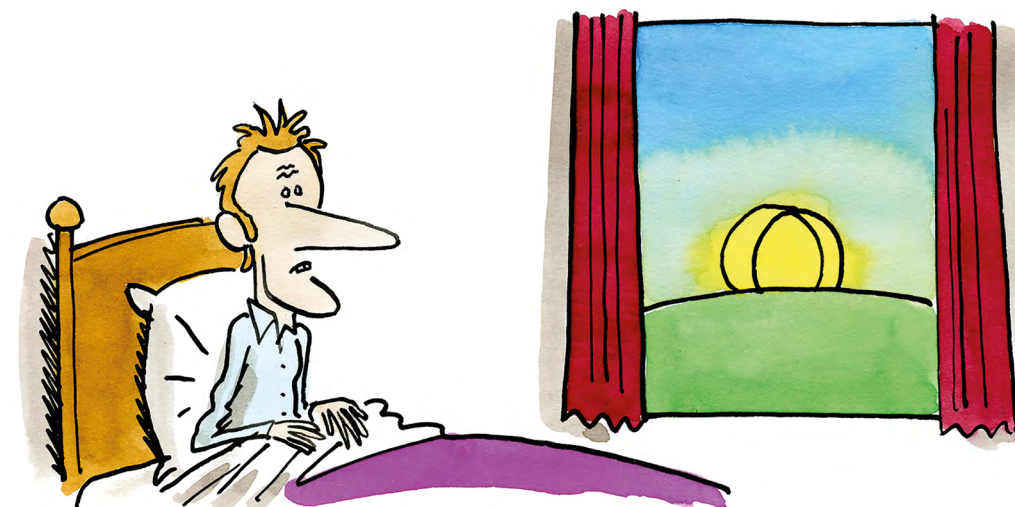


## FÊTE DU TA

*Les 16 et 17 juin à l'Esplanade de Grenoble, on parlera aussi politique.*



## UN NOUVEAU JOUR SE LÈVE



CMLBON

## Sommaire

n°332 mai 2023

## DOSSIER

Difficile de trouver un médecin. Quand on est malade, ou même quand on est un hôpital qui voudrait recruter. Faciliter l'accès aux soins ? L'expérience du centre de santé de Saint-Martin-d'Hères. Un projet de maison de santé à Vif. Et le CHU de Grenoble dans l'impasse.

Tour d'horizon.

p.10 à 13

## POLITIQUE

De retour du congrès national du PCF, un délégué isérois témoigne.

p.5

## TRANSPORTS

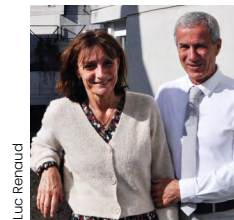
Trois collectifs unissent leurs efforts pour obtenir la gratuité des transports dans l'agglomération grenobloise.

p.7

## SOCIÉTÉ

Contre la réforme des retraites, les manifestations spontanées du mois d'avril.

p.8



Luc Renaud



Asma Hourmada



Maëlle Halevy-Vitalis



Anastasia Moshak

## À LIRE SUR TRAVAILLEUR ALPIN.FR

**POLITIQUE.** Beaucroissant. Les provocations de l'extrême droite face aux militants communistes • Échirolles. Face au réchauffement climatique, la voie d'une nouvelle stratégie énergétique pour demain ?

**SOCIAL.** Les bergers manifestent avec leur syndicat CGT devant la chambre d'agriculture

**SOCIÉTÉ.** Grenoble. Le refus de la Zone à forte exclusion • La clinique mutualiste victime de la déconfiture du groupe Avec ?

et de nombreux autres articles

Mensuel édité par la fédération de l'Isère du PCF, créé en 1928

**DIRECTEUR DE LA PUBLICATION :** Jérémie Giono • **DIRECTRICE :** Simone Torres • **RÉDACTEUR EN CHEF :** Luc Renaud • **RÉDACTION :** Max Blanchard, Marion Bottard, Martine Briot, Pierre-Jean Crespeau, Claudine Didier, Didier Gosselin, Maëlle Halevy-Vitalis, Régine Hausermann, Sylvestre Huet, Claudine Kahane, Jean-Claude Lamarche, Gérard Lauthier, Maryvonne Mathéoud, Anastasia Moshak, Luc Renaud, Édouard Schoene, Simone Torres, Louis Zaranski • **SITE INTERNET :** travailleur-alpin.fr • **JEUX :** Clément Van Meer • **MAQUETTE & MISE EN PAGE :** www.ram-one.com, Clément Van Meer, Luc Renaud • **COMMISSION PARITAIRE :** 0905 P1 1377 ISSN 1247-6153 • **PUBLICITÉ :** Tél. 04 76 87 70 61 • **IMPRESSION :** RC Grenoble 56b 161 • **PRIX :** 3,00€ • **CONTACT :** tél. 04 76 87 70 61, télécopie 04 76 87 86 79, courriel : redaction@travailleur-alpin.fr • **PHOTO DE COUVERTURE :** Luc Renaud



## Édito

## TOUT ÇA POUR ÇA ?

**A**lors que la Fête du Travail édition 2023 a connu une mobilisation record, alors que notre cher Président de la République et ses ministres ne peuvent plus se déplacer dans un coin de France et d'Europe sans être accompagnés de bruits de casseroles, les commentateurs et autres éditorialistes libéraux consacrent beaucoup d'énergie et de temps à « tirer les leçons du mouvement social ».

Une ruse dont la ficelle un peu grosse permet à la fois d'acter la fin de la mobilisation et de mener la contre-offensive contre les syndicats à coup de « ils n'ont rien obtenu »...

Il ne pourrait y avoir d'affirmation plus mensongère ! Les mobilisations des trois derniers mois auront démontré la force du mouvement social dans notre pays et sa capacité à mener le rapport de force avec la bourgeoisie. La réalité, c'est que le gouvernement est aujourd'hui dans une impasse dont il cherche à se sortir à coup de stratégies de com' et que la bataille se poursuit sous d'autres formes un peu partout et qu'il ne tient qu'à nous de transformer l'essai demain.



## AURÉLIEN FARGE

MEMBRE DU COMITÉ EXÉCUTIF  
DE LA FÉDÉRATION DE L'ISÈRE DU PCF

@LeTravailleurAlpin

@Journal\_LeTA

@lactuduta

@TravailleurAlpin

utip @actuduta



Plus de trois cents personnes rassemblées le 31 mars à l'appel du PCF.

## Rassemblement antifasciste à Fontaine

Claudine KAHANE

**BELLE MOBILISATION LE 31 MARS, SUITE AUX ATTAQUES CONTRE EDOUARD SCHOENE, MILITANT COMMUNISTE DE FONTAINE, ET NOTRE JOURNAL.**

Edouard Schoene, ancien adjoint communiste de Fontaine et journaliste bénévole au *Travailleur alpin* a été la victime dans la nuit du 18 au 19 mars de menaces et graffitis anticomunistes et antisémites et des inscriptions odieuses ont aussi été apposées sur des affiches annonçant le loto du *Travailleur alpin* (\*).

Pour permettre une large mobilisation de soutien, de dénonciation et de vigilance,

la section de Fontaine du PCF a organisé le 31 mars un rassemblement à Fontaine, devant la plaque en hommage à Antoine Polotti et Marco Lipzick, militants du PCF abattus par la Gestapo le 17 mai 1944.

Malgré une météo un peu moins favorable que celle qui accompagne, depuis janvier, les manifestations contre la loi sur les retraites, le rassemblement du 31 mars a réuni plusieurs centaines de militants pour témoigner leur solidarité et leur mobilisation contre les violences portées par l'extrême-droite. Plusieurs élus municipaux, départementaux, régionaux, dont certaines et certains bien reconnaissables grâce à leurs écharpes tricolores, étaient présents parmi eux.

Le secrétaire de la section du PCF de

Fontaine a rappelé les raisons de ce rassemblement et souligné l'importance du devoir de mémoire symbolisé par la plaque devant laquelle il se tenait. Avant de passer la parole à Edouard Schoene (cf. encadré ci-dessous), il a souligné que, malgré les demandes du PCF, le maire de Fontaine n'avait pas pris de mesures pour sécuriser la présence de nombreuses personnes sur la voie publique à l'occasion de cette manifestation.

Une dizaine de prises de parole d'organisations syndicale (CGT), politiques (Action antifasciste, NPA, LFI, MJCF, PCF), solidaires ou mémorielles (Mouvement de la Paix, 17 octobre 1961, AFMD), se sont alors succédées, sous une alternance de brèves averses et d'épisodes de soleil bienvenus.

### La nécessité d'un front commun antifasciste

Les interventions ont été unanimes pour dénoncer et condamner les actes néo-fascistes, racistes, antisémites, xénophobes qui se multiplient, dans l'agglomération grenobloise et ailleurs. Elles ont aussi appelé, notamment grâce à ce que le devoir de mémoire nous enseigne, à la vigilance, la mobilisation citoyenne et la nécessité de faire front commun contre ces attaques qui rappellent les heures les plus noires de notre histoire. ★

(\*) Voir l'article publié à ce sujet sur le site du TA : <https://urlz.fr/lqBX>

### Edouard Schoene témoigne

Edouard Schoene a souligné l'ignominie des graffitis pro nazis trouvés dans son jardin, en lien avec son histoire familiale. « Si je suis devant vous, c'est que mes parents n'ont pas été déportés à Auschwitz, camp de la mort cité avec nostalgie par les nazillons fontainois. Je le dois aux résistants qui ont retardé le train de Nice qui emmenait mes parents au camp de Drancy en juillet 1944. » Après avoir remercié pour les « marques d'amitié, de solidarité et de résistance reçues », il a souligné l'importance d'agir tous ensemble – « En 2023, il faut gagner une tolérance zéro au racisme, à l'antisémitisme ! Des dirigeants de notre pays, au plus haut niveau, sont issus de la fachosphère » – et conclu en citant Bertolt Brecht : « Le ventre est encore fécond d'où a surgi la bête immonde. »



La délégation iséroise au congrès national – élue lors du congrès de la fédération de l'Isère du PCF.

## Conclusion d'un débat de plusieurs mois

Didier GOSSELIN

**UNE DÉLÉGATION DE L'ISÈRE ÉTAIT À MARSEILLE POUR LA DERNIÈRE PHASE DE LA RÉFLEXION COLLECTIVE DU 39<sup>e</sup> CONGRÈS DU PCF.**

Trois jours de débat, qui ont paru bien courts aux congressistes amenés à finaliser le processus démocratique conduit à l'échelle du pays, à tous les niveaux d'élaboration de la politique du PCF, afin que les adhérents s'approprient le texte commun de base de discussion et le projet de statuts proposé par le conseil national.

Outre ce travail réflexif du Congrès

visant à valider, compléter, modifier parfois, le texte de base et celui des statuts intégrant les milliers d'amendements remontés des fédérations, et à en faire les biens communs des communistes, des débats sur des questions de fond ont été abordés. Ils devront d'ailleurs être approfondis et confrontés à la réalité de la vie militante : socialisme

ou communisme déjà-là, place et rôle des élus communistes, rapport à la Nupes, Europe, laïcité, questions internationales, renforcement du parti, féminisme... la réflexion ne s'arrête pas avec la clôture du congrès...

A l'heure de la formidable mobilisation sociale contre la réforme Macron des retraites, le congrès a adopté une motion appelant les forces progressistes à construire « un nouveau front populaire » et à offrir « ensemble un chemin d'espoir et de progrès permettant de sortir la France des griffes de la finance ».

P o n c t u é d'hommages à nos aîné(e)s (Danielle Casanova et Missak Manouchian), d'interventions de syndicalistes CGT, d'une représentante du PKK, de l'ambassadeur de Cuba, de l'ambassadrice de Palestine, de vidéos de camarades s'exprimant du monde entier, le Congrès a été aussi placé sous le signe des luttes, de la mémoire et de la solidarité internationale. ★

## 7115

C'est le nombre d'amendements proposés par les communistes dans le cadre de la préparation du 39<sup>e</sup> congrès de leur parti pour enrichir le texte commun de base de discussion. Ces amendements ont été discutés dans les sections locales, puis au niveau de chaque départements. 4974 ont été adoptés après débat lors des congrès départementaux, et 2141 rejetés. Tous – adoptés ou rejetés – ont été transmis à la commission chargée d'intégrer ces amendements au texte de la base commune de discussion. Le congrès national a réexaminé, débat à l'appui, des dizaines d'amendements fédéraux non retenus par la commission et en a adopté certains.

Pour le texte concernant les statuts du PCF, ce sont 1753 amendements qui ont été proposés. 1186 ont été retenus par les fédérations et 567 rejetés. Là aussi, la commission des statuts a intégré les amendements au texte et a mis en débat au congrès ceux qu'elle n'avait pas retenus.

Outre les textes adoptés et soucieuse de ne pas densifier le document de façon démesurée, la commission a proposé à l'issue du congrès de rassembler tous les amendements qui n'ont pu être pris en compte et de les publier dans un autre document qui sera mis à disposition des communistes.

## 182

membres (91 femmes / 91 hommes) composent le nouveau conseil national du PCF. Sa moyenne d'âge est de 48 ans. 69 fédérations seront représentées au sein du CN qui renouvelle plus de la moitié de ses membres (54,4%). Si l'Île-de-France et ses quatre départements restent fortement représentés avec 60 membres (32,97%), la volonté d'améliorer la représentativité des autres régions a été un choix des communistes.

Les communistes de la région Auvergne Rhône-Alpes seront représentés au conseil national par seize membres (8,79%), dont deux de l'Isère, Françoise Brefort et Willy Pepelnjak.

# CGT. Le congrès de la mise en phase avec le salariat d'aujourd'hui

Maryvonne MATHÉOUD

**DU 27 AU 31 MARS, 942 DÉLÉGUÉS ÉTAIENT RÉUNIS À CLERMONT-FERRAND POUR LE CONGRÈS DE LA CGT. POUR L'ISÈRE, DOUZE DÉLÉGUÉS QUI, POUR LA PLUPART, VIVAIENT LEUR PREMIER CONGRÈS, PARTICIPAIENT AUX TRAVAUX.**

Un congrès qui s'est ouvert sur la réaffirmation de l'opposition du syndicat à la réforme des retraites portée par le gouvernement et le patronat. Et par une réitération de la revendication centrale de la CGT en la matière : une retraite à 60 ans que permet plus que jamais le niveau atteint par la productivité du travail - captée dans son intégralité par les profits et grandes fortunes. Cela sans oublier l'ensemble du cahier revendicatif de la centrale syndicale : augmentation des salaires, SMIC à 2 000 euros, remise en place de l'échelle mobile des salaires, dégel du point d'indice, sécurité de l'emploi...

La CGT se veut être un syndicat de classe, qui défend les intérêts de ceux qui créent les richesses, les travailleurs et travailleuses. Un syndicalisme révolutionnaire, en rupture avec le capitalisme mondialisé, pour un monde plus juste, pour toutes et tous.

LES CONGRESSISTES ONT RAPPELÉ leur engagement dans le combat pour l'égalité entre les femmes et les hommes ainsi que la lutte contre toutes les discriminations et toutes les violences sexistes et sexuelles. « Le congrès a voté la validation d'un cadre commun pour faire face aux violences sexistes et sexuelle au sein de la CGT. Nous nous battons en parallèle pour l'égalité hommes/femmes dans la CGT et dans le monde du travail. L'écart de salaire



Nicolas Benoit, secrétaire général de l'union départementale CGT de l'Isère.

H/F névoulue pas depuis des années, ce qui est préoccupant », souligne Nicolas Benoit, secrétaire général de l'union départementale CGT de l'Isère.

## Trois Isérois à la commission exécutive confédérale

Il poursuit : « Il y a eu beaucoup d'amendements au texte initial et les orientations du congrès sont en phase avec le salariat et notre base d'adhérents. Le monde du travail a évolué. « Avoir un CDI avant 30 ans est compliqué de nos jours. Dans l'union départementale il y a beaucoup de cadres et une montée en puissance des travailleurs "indépendants" ». « Après l'enrichissement du document d'orientation et sa finalisation, il reste sa mise en œuvre, rappelle Nicolas Benoit,

la CGT doit donc se renforcer, créer des syndicats en s'adressant à tous les salariés, femmes et hommes, actifs, privés d'emploi et retraités, quels que soient leurs statuts social et professionnel, leur nationalité, leurs opinions politiques, philosophiques et religieuses ». La CGT doit tout mettre en œuvre pour retrouver sa place de première organisation syndicale et permettre ainsi de gagner les consciences à une nouvelle vision d'une société respectueuse de tous. « À ce jour nous enregistrons une augmentation de syndicalisation de 20% dans le département. Ce chiffre est à mettre en parallèle avec le mouvement social actuel », indique Nicolas Benoit.

A L'ISSUE DES TRAVAUX, une nouvelle direction a été élue avec Sophie Binet, nouvelle secrétaire générale de la CGT. Trois syndicalistes isérois, Franck Perrin de Thalès Trixell, Rosa Mendès de GE hydro et Ouria Belazis de Calor, ont rejoint la commission exécutive confédérale. ★

# La gratuité passe la surmultipliée

Luc RENAUD

**LA GRATUITÉ DES TRANSPORTS SE DÉVELOPPE EN FRANCE. TROIS COLLECTIFS DEMANDENT QUE GRENOBLE FASSE ELLE AUSSI LE CHOIX DE L'AVENIR.**

Montpellier a tout changé. Une métropole, comme Grenoble. Une ville universitaire, 500 000 habitants... comme Grenoble. Et une décision : la gratuité des transports en commun. Pas comme à Grenoble. Sans compter les investissements : à Montpellier, une cinquième ligne de tram, le prolongement de la première, des bus à haut niveau de service et 235 km de lignes cyclables. D'ici 2026. A Grenoble, des pistes cyclables et, peut-être, un métrocable. Ce qui serait possible à Montpellier ne le serait pas à Grenoble?

Autant dire que tout cela relève du choix politique. Et de la détermination de la population à sortir de la pollution et des embouteillages.

Pour y contribuer, trois collectifs ont décidé d'unir leurs efforts. Alternatiba, un mouvement écologiste qui combat pour le climat. Le collectif pour la gratuité des transports, qui regroupe syndicats, associations et partis politiques. Et le collectif Grenoble citoyenne, soutien

## Grenoble à la traîne après avoir été pionnière



Luc Renaud

Les représentants des trois collectifs qui lancent une pétition pour la gratuité.

de la majorité municipale grenobloise, composé de l'Ades, EELV - qui prend ainsi désormais position pour la gratuité -, Ensemble, Génération-s, LFI et le PCF. Trois collectifs qui ont édité une pétition et qui diffusent un argumentaire en faveur de ce nécessaire changement d'époque.

Face à cette revendication, Christophe Ferrari, président de la métropole, et Sylvain Laval, président du syndicat des mobilités s'en tiennent à un slogan : pas l'argent. François Auguste, représentant du PCF au sein de Grenoble citoyenne, rappelle qu'une intervention pour faire évoluer la loi serait

bienvenue : « le versement mobilité des entreprises est plafonné à 2% en province alors qu'il est à 3% en région parisienne ». Évolution qui permettrait de dégager des ressources. Tout comme l'augmentation des taux perçus dans le Voironnais et le Grésivaudan, aujourd'hui inférieurs au plafond.

Tandis que Mariano Bona, pour le collectif gratuité, note que la convention citoyenne métropolitaine a fait de la gratuité l'une de ses propositions.

Le sens de l'histoire, pour tout dire. ★

Pour signer la pétition : [bit.ly/petitiongratuitetc](https://bit.ly/petitiongratuitetc)

## RER grenoblois

L'une des possibilités majeures d'alternative à la voiture, c'est le train. Après l'annonce présidentielle de décembre quant à la création de RER dans les métropoles, les dates avancées pour un réseau grenoblois renvoient à 2035-2040. Sans que rien de concret n'ait encore pointé le bout de son nez, que ce soit en matière de financement ou d'études techniques. Là aussi, les choix gouvernementaux sont en cause.

## Et la ZFE ?

La zone à faibles émissions, c'est pour juillet. Avec, certes, toute une série de dérogations adoptées par les élus, mais en laissant sans réponse la question du développement des alternatives à la voiture. Un des arguments en faveur de la gratuité et de l'investissement dans les infrastructures. Pour autant, parmi ceux qui se prononcent aujourd'hui pour la gratuité, les écologistes demeurent favorables à une ZFE durcie. En désaccord avec le collectif pour la gratuité ou le PCF, divergence également actée au sein de Grenoble citoyenne.

## Ambiance radicale

Dans ces manifestations, l'ambiance n'est pas celle des grandes journées de mobilisation. Les chants y prennent un tournant plus radical – « *Louis XVI on t'a décapité, Macron on peut recommencer* ». Confrontation aussi avec certains riverains qui insultent le cortège, voire lancent des projectiles. Les manifestants viennent et restent par binômes : personne ne reste isolé.

## Symboles

Les manifestants entendent s'attaquer aux symboles du capitalisme. Banques ou magasins de luxe sont les premiers bâtiments visés par les manifestants les plus radicaux. Casser les façades veut témoigner d'un rejet du capitalisme et de ses inégalités sociales. Les vitrines publicitaires brisées voudraient faire entendre une colère contre une société en pleine dérive incapable d'offrir une perspective à une part trop importante de sa jeunesse.

## Poubelles

Une cinquantaine de poubelles brûlées à chaque manifestation spontanée. Le feu est depuis toujours symbole de révolte, de colère et d'affrontements. A la porte des usines comme sur les ronds points. Le feu capte l'attention : les photos d'incendie animent les médias, personne ne peut passer à côté sans se rendre compte de ces brasiers incessants qui perdurent dans tout le pays. Enfin, pour certains manifestants, ces poubelles peuvent aussi représenter notre société d'hyperconsommation, croulant sous les ordures en tous genres. Les esprits enflammés concrétisent leur révolte dans les rues.

# Immersion au cœur des cortèges spontanés

Maëlle HALEVY-VITALIS

**SUR UN FOND DE GAZ LACRYMOGÈNES BLANCS COMBINÉS AUX FUMIGÈNES ROUGES, LES MANIFESTANTS RÉSISTENT.**

Banques cassées, murs tagués, « *Macron décapitation* »... En mars avril, à Grenoble, les nuits de manifestations sauvages se sont multipliées. Spontanément, des manifestants se sont rassemblés dans un cadre plus violent. Le long du cortège, les casseurs sont habillés de noir : la désobéissance civile est vue comme un moyen pour faire pression sur un gouvernement qui reste de marbre face aux millions de personnes dans la rue. Face à eux, des policiers équipés de boucliers et d'armes pour les disperser. Pourtant, ces mouvements



Le feu vu comme manifestation de la colère.

Maëlle HALEVY-VITALIS

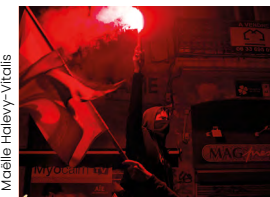
perdurent et peuvent se répéter plusieurs fois par semaine.

## « Spontanées ». Ou « sauvages »

Les cortèges s'organisent à l'improviste, et se disent « spontanés » : pour ceux qui y participent, ces manifestations sont légitimes, et non « sauvages ». Un cortège se forme et s'élance dans

les rues de Grenoble, les participants sachant pertinemment les risques encourus. Des tracts anti-répression passent de main en main, des manifestants médecins formés aux violences policières sont prêts à intervenir ; sérum physiologiques et masques s'échangent par dizaines.

Une fois les premiers gaz lacrymogènes lancés par les forces de l'ordre, le cortège reste compact, malgré les yeux qui brûlent et la gorge sèche. ★



Maëlle HALEVY-VITALIS

encercle les manifestants et lance des gaz lacrymogènes sans possibilité de sortie. Cette technique est censée n'être « *mise en œuvre que pendant une durée nécessaire et proportionnée* » : un problème lorsque des malaises ou des crises d'asthme adviennent à force de respirer ces gaz...

## Violence inédite

À Grenoble, la répression est violente et l'usage par les policiers de leur autorité tout aussi excessif que dans d'autres villes de France. Des passages à tabac sur des manifestants pacifiques, blessés à la clé, et des « nasses » sont régulièrement pratiquées : la police

# Fête du TA. Le débat nouveau est arrivé

Luc RENAUD

**LE RENOUVELLEMENT DE LA FÊTE, C'EST AUSSI LA RECHERCHE DE FORMES PLUS ATTRACTIVES POUR LES DÉBATS.**

Formes nouvelles, cette année, pour la partie « échanges politiques ». Avec d'abord le retour du meeting.

Mais ce sont aussi les débats qui évoluent. Ainsi du rendez-vous du samedi, à 11 h, autour de la montagne. En forme de table ronde, un point sur les travaux du groupe de travail du PCE, qui s'est donné pour objectif, à l'initiative de François Simon, la rédaction d'un projet de loi sur la montagne face au réchauffement climatique. Enjeux multiples : tourisme,



Stéphanie Pernod, 1<sup>re</sup> vice-présidente du conseil régional AURA.

agriculture, industrie, transports...

Autre innovation, le souhait du contradictoire. Ce sera pour un échange sur l'industrie, le vendredi à 17h30. Y participeront un représentant du Medef, Stéphanie Pernod, première vice-présidente du conseil régional, représentante de la majorité de Laurent

Wauquiez, aux côtés de la syndicaliste CGT Agnès Maton et du conseiller régional communiste Eric Hours. Vivacité en perspective.

Et puis une personnalité nationale pour le débat sur la santé, samedi à 13 h 45 : Christophe Prud'homme, syndicaliste CGT et porte parole des médecins urgentistes. ★

## Meeting avec Pierre Dhareville

C'était une demande, un meeting à la fête du TA. Ce sera chose faite pour l'édition 2023. Echos des luttes avec des syndicalistes du département, mais aussi prise de parole d'un dirigeant communiste national. En l'occurrence, Pierre Dhareville, membre du conseil national, député des Bouches-du-Rhône. Samedi 17 juin, 16 h.

## Du local à l'international

Luc RENAUD

La fête 2023 fera la part belle à la scène grenobloise : sept des dix concerts programmés seront le fait de groupes basés dans le département.

Avec pour certains des carrières internationales. C'est le cas de Gnawa diffusion que l'on verra dans la soirée du samedi 17 juin sur la scène de l'esplanade. On pourra également citer Ke Onda, qui a travaillé avec Manu Chao. Mais ce sont



Amazigh Kateb, Gnawa diffusion.

aussi les amateurs de la compagnie Partage de Vizille, les talentueux musiciens de Gala club ou la troupe des Colporteurs de rêves et leurs spectacles des arts de la rue.

La vitalité de la scène grenobloise, en somme.

## La vignette, la clé du succès

La fête du *Travailleur alpin* aura lieu dans quelques semaines, les vendredi 16 et samedi 17 juin à l'esplanade de Grenoble.

Cette édition 2023 est celle du renouvellement. Parce que c'est dans sa nature, que de s'adapter à son époque. Parce que, aussi, les conditions d'organisation de ce type de rendez-vous sont devenues difficiles.

Parce que, aussi, la fête du TA est un Ovni dans le monde des festivals. Un exemple : les organisateurs du festival du Vercors estiment dans le Dauphiné libéré que la manifestation serait vraiment pérenne si elle obtenait 40 % de subventions. La fête du TA, c'est proche de 0 % de subsides extérieurs. Alors, le secret de sa longévité, depuis 1929 ? La vignette. La vignette et sa diffusion militante.

La vignette, c'est ce qui permet d'assurer le paiement des dépenses obligatoires avant la tenue de la fête. C'est ce qui assure la participation du public, quoiqu'il arrive. Et puis c'est – surtout – la possibilité pour les militants communistes de rencontrer amis, voisins et collègues de travail... qui attendent de connaître le programme concocté à leur attention. Et, quand on commence par la vignette, le débat s'engage rapidement sur les questions politiques de ce printemps si riche en la matière.

La vignette, un atout maître.

Toutes les infos sont disponibles sur le site [fete.travailleur-alpin.fr](http://fete.travailleur-alpin.fr)



# Comment faire reculer les déserts médicaux

Luc Renaud

**Dans le quartier Renaudie, à Saint-Martin-d'Hères, le centre de santé l'Etoile facilite l'accès aux soins pour la population de ce quartier « politique de la ville ». Mais c'est loin d'être son seul rôle. Un centre dont tous les personnels sont salariés et qui représente un outil pour lutter contre la désertification médicale et permettre l'accès à un médecin traitant.**

Luc RENAUD

« C'était difficile de coordonner les médecins, de parvenir à un travail d'équipe, que tous sortent de leur cabinet ». Odile et Paul Saou ont donc décidé d'évoluer : ainsi est né, le 1<sup>er</sup> juin 2021, le centre de santé de l'Etoile, à Saint-Martin-d'Hères, qui succédait à la maison de santé créée en 2017. Centre géré par une association dont Odile Saou est la présidente.

**LA DIFFÉRENCE? LE SALARIAT.** Les médecins, soignants et assistantes médicales sont salariés – avec toutefois un mécanisme qui associe les médecins au niveau d'activité du centre. Les résultats ne se font pas attendre. De quatre à sa création, le centre est passé à douze praticiens. Douze mille patients y sont suivis. Pendant la crise sanitaire, un centre de vaccination a été ouvert, avec le renfort de médecins militaires. Les médecins suivent des formations de spécialisations : chacun peut compter sur les compétences spécifiques de ses collègues. Le centre collabore avec le « 15 » et reçoit des patients, dans le cadre d'un protocole défini, limitant ainsi partiellement la pression sur les urgences du CHU.

Le tout en offrant aux jeunes médecins ce qu'ils recherchent : formation, horaires maîtrisés, possibilité de congés voire d'interruption momentanée de leur carrière. « Et puis, à la sortie des études médicales qui les forment, retrouver le contact avec les patients, les fondements de la médecine, ce n'est pas inutile pour les jeunes », commente Paul Saou dans un sourire.

**LE CENTRE DE SANTÉ DE L'ÉTOILE, C'EST AUSSI** un apport majeur pour les habitants du quartier de Renaudie ; un quartier à la réputation difficile dans lequel il s'est implanté avec le soutien de la municipalité. « Il a fallu reconquérir l'espace public face aux dealers : ils s'étaient appropriés la place Etienne Grappe », se souvient Odile Saou. Avec un concours de la police nationale que les médecins tiennent à souligner, l'aide de la municipalité et de ses interventions dans ce quartier politique de la ville, l'accès au centre n'a plus rien de problématique – même si le trafic s'est déplacé sans avoir disparu. La dynamique de cette fréquentation nouvelle a ouvert le champ des possibles : une résidence étudiante de quarante logements va être réalisée dans les bâtiments qui donnent sur la place, entre autres perspectives d'activités nouvelles à Renaudie.

Un long chemin tranquille et bordé de roses? Pas tout à fait.

Avec une première difficulté, la dématérialisation. Ici comme ailleurs. Dans le cas du centre de santé l'Etoile, elle prend la forme... d'une année de retard des remboursements de la Sécurité sociale. A l'Etoile, les médecins pratiquent le tiers payant sans dépassements d'honoraires. La règle, pour tous. La sécu paie les consultations à l'association gestionnaire qui verse les salaires. Avec la carte vitale, ça se passe normalement – normalement ne veut pas dire sans accroc. Là où ça se complique, c'est pour les patients qui n'ont pas de carte vitale. Ceux qui bénéficient de l'Aide médicale d'État, par exemple. Dans ce cas, c'est une feuille de papier qui est transmise à la CPAM... laquelle a largement taillé dans les effectifs chargés de leur traitement. Or, ce sont près d'un tiers des patients soignés à l'Etoile qui ne disposent pas de carte vitale. « Les salaires sont payés avec des recettes qui restent coincées quelque part », commente Paul Saou avec un – gros – brin d'amertume. « De toute façon, dans tout le pays, aucun centre de santé dans un quartier "politique de la ville" n'est à l'équilibre », rappelle Odile Saou.

## De projets dans la foulée de la dynamique de la fréquentation du centre

**POUR BÉNÉFICIER DE L'AGRÈMENT** de l'Association nationale des centres de santé et des financements qui lui sont associés, un centre doit assumer de nombreuses missions. L'obligation d'accueillir des nouveaux patients, le travail en équipe, la participation aux gardes, la coordination avec l'hôpital, les établissements de santé et le tissu associatif... Des missions qui pèsent lourd dans un quartier défavorisé. Et n'en sont pas moins indispensables pour tendre vers une égalité d'accès aux soins.

Une dimension que la municipalité a prise en compte en décidant, mi-décembre 2022, de verser à l'association une subvention de cent mille euros, tout en regrettant les insuffisances de l'Etat en la matière. « Favoriser l'accès aux soins pour des populations qui en sont loin, c'est un choix politique », note Paul Saou. Subvention accompagnée d'une convention signée avec la ville pour formaliser les engagements du centre.

Début 2024, un centre de santé du même type devrait ouvrir à Grand place, dans les anciens locaux de la Grande récré.

★  
A la fête du TA, le samedi 17 juin à 13h45, esplanade de Grenoble, débat sur le thème « Garantir le droit à la santé pour tous, un enjeu du XXI<sup>e</sup> siècle ».



Davy Benhamou, Gautier Courtois et Nicolas D'Ornellas, les trois médecins cheilles ouvrières du projet.

## Vif. Maison de santé, le chemin est escarpé

Martine BRIOT

*Dans le sud-grenoblois touché par la désertification médicale, trois jeunes médecins, soudés par l'amitié durant leurs études, travaillent sur un projet de maison et services de santé.*

Après huit années de pratiques entre services d'urgences et médecine de ville, ils mesurent l'importance de l'accès à la santé. Et ils projettent la création d'une maison de santé.

Une maison de santé, c'est un bâtiment au sein duquel des praticiens qui exercent en libéral louent un local et bénéficient de services mutualisés – à la différence d'un centre de santé

où tous les personnels sont salariés. Ce système, qui autorise les dépassements d'honoraires, réduit les coûts d'installation et de fonctionnement des cabinets avec l'ambition de faire reculer les déserts médicaux par son attractivité financière.

Les trois médecins ont réussi à réunir une équipe d'une trentaine de professionnels, prête à jouer le jeu. Une vingtaine d'entre eux viendrait s'installer dans le bâtiment à construire.

Né il y a deux ans, le dossier se heurte à la finance. Les maisons de santé sont des structures juridiques reconues par l'agence régionale de santé, éligibles aux subventions moyennant l'engagement d'un travail coordonné. Ce volet du dossier est bouclé depuis

2021. Un fonds de 50 000€ est versé en deux fois sur deux ans pour monter la structure juridique, effectuer les embauches nécessaires à la coordination et acheter le logiciel commun pour tous les professionnels.

Pour voir naître cette maison, la ville de Vif est disposée à vendre un terrain à un prix « défiant toute concurrence ». D'autres collectivités, compétentes en matière de santé, ont été interpellées : conseil départemental, conseil régional et surtout l'État qui préconise ces regroupements libéraux pour faire face à la pénurie de professionnels dans certains secteurs. Mais les moyens sont insuffisants : les loyers ne seraient pas assez attractifs pour les praticiens.

### Le budget n'est pas bouclé

Les trois médecins ont remis l'ouvrage sur le métier. Un projet peut-être limité à neuf professionnels. Ils font appel à un promoteur pour la construction du bâtiment. Une évolution de la structure juridique est à l'étude. La conjoncture s'en mêle : avec l'inflation et l'envolée du coût des matériaux, le budget a grimpé de 30% en deux ans.

Même lorsqu'un projet correspond aux préconisations affichées par les pouvoirs publics et malgré l'engagement de la commune, rien n'est simple, décidément. ★



## 3,5 millions hors emprunt

Les trois médecins vifois vont reprendre leur bâton de pèlerin et démarcher physiquement les collectivités compétentes. « Nous pensons que le seul projet valable pour répondre aux enjeux actuels doit intégrer les vingt professionnels acteurs de départ. 5 millions d'euros sont nécessaires, soit 3,5 millions sans les intérêts. » La balle est dans le camp des dirigeants de ce pays qui ont entre leur main la responsabilité de la santé de nos concitoyens et du dispositif global de prise en charge nécessaire. Quoi de mieux que de mutualiser des moyens et d'apporter une réponse urgente et la mieux coordonnée possible pour permettre l'accès aux soins et diminuer le recours aux urgences hospitalières ?

## L'hôpital toujours malade de ses sous-effectifs chroniques

Martine BRIOT

*Malgré l'obligation de passer par le « 15 », le nombre de patients accueillis aux urgences ne diminue pas. Sara Fernandez, secrétaire générale de la CGT du CHU, et Elisabeth Guillemin, secrétaire générale adjointe, nous expliquent.*

Une capacité d'accueil de cinquante-cinq patients. Et une moyenne de quatre-vingt, avec des pics de 100 à 110. La réalité actuelle des urgences de l'hôpital Nord à Grenoble. Ajoutons que la moyenne de durée de séjour est normalement de 12h. Elle a atteint jusqu'à 18 jours début avril. « Une mise en danger tant pour les patients que pour le personnel », constate Sara Fernandez.

**LES CAUSES SONT CONNUES.** La fermeture des urgences de la clinique mutualiste tous les soirs à partir de 20h depuis plus d'un an, à laquelle s'ajoute celle des urgences de Voiron, par manque d'effectifs. Celles des Cèdres ne peuvent accueillir les cas les plus lourds. Par ailleurs, l'augmentation des urgences psychiatriques est significative, tandis que l'hiver produit son lot d'accidents de ski – les polytraumatisés sont traités à l'hôpital Nord.

« Comme tout le monde le sait, nous manquons de personnel pour faire face », rappelle Elisabeth Guillemin.

**DURANT LES NEUF PREMIERS MOIS DE 2022,** 221 infirmières ont été embauchées. En septembre 2022, 219 d'entre elles ont quitté le CHU. De moins en moins d'élèves rentrent à l'école d'infirmière. Certains quittent l'école avant la fin. D'autres sortent avec le diplôme, mais se dirigent vers une autre voie.



La situation aux urgences du CHU de Grenoble, le 11 avril 2023.

**POURQUOI UNE TELLE ÉROSION ?** « Cela tient essentiellement aux conditions de travail », relèvent les syndicalistes. Et de citer les rappels pendant les jours de récupération, les blessures par manque de temps pour utiliser le matériel adapté et une gestion du personnel délétère : « la maltraitance

### Déficit budgétaire... par manque de personnels

institutionnel se ressent à tous les niveaux et se répercute jusqu'à en bas de la pyramide ».

**POUR EN SORTIR, LA CGT AVANCE** une série de mesures concrètes : davantage de soignants par patient – un binôme infirmier aide-soignant pour huit patients –, l'embauche de personnels – des kinés notamment – pour accompagner les patients « stockés »

aux urgences, des éducateurs spécialisés pour les cas psychiatriques... Mais aussi la réouverture de lits ce qui implique les embauches nécessaires, l'augmentation des salaires – la majoration des heures de nuit est de 2,04€ net de l'heure! –, retrouver une activité normale, ce qui implique là encore de pouvoir compter sur un nombre de soignants suffisant – les blocs opératoires fonctionnent à 70% de leur capacité, d'où une perte prévisible de 30 millions d'euros pour 2023, les budgets étant calculés sur l'activité.

**LA SITUATION EST TELLE** que les syndicats CGT, Sud et FO ont effectué le 5 avril un signalement au procureur de la République pour « mise en danger de la santé d'autrui par défaut de moyens ». Classé sans suite par la justice qui n'a pas relevé d'infraction dans le dossier. Le 12 avril, un homme est décédé aux urgences alors que son pronostic vital ne semblait pas engagé lors de son admission. ★

# L'Europe spatiale en péril

Sylvestre HUET

Alors que la carrière d'Ariane 5 se termine, l'Europe spatiale est en crise. Faute de lanceurs. Situation inconfortable qui résulte de l'investissement insuffisant dans cette technologie indispensable à l'usage de l'orbite terrestre.

Le 116e et avant-dernier tir de la fusée Ariane-5, le 14 avril depuis le spatioport de Kourou en Guyane, illustre un paradoxe : ce succès technique co-existe avec une panne généralisée, qui risque de priver l'Europe de moyens de lancement durant de longs mois, alors même que la demande s'envole.

**L'ANNÉE 2022, AVEC 186 TIRS** dont 180 réussis, fut un record depuis le début de l'ère spatiale. Un tir tous les six jours ! 78 ont été effectués depuis les États-Unis, suivis par une Chine aux 64 tirs. Un boom provoqué par l'installation des constellations de satellites, dont ceux de Starlink de SpaceX – déjà 3300 opérationnels. L'étoile russe faiblit, avec 21 tirs. L'Europe fait pâle figure : six tirs seulement. L'année s'est terminée sur la destruction à son premier tir de la petite Vega, le 21 décembre 2022. Le reste du monde ? 17 tirs, dont six pour la Nouvelle-Zélande d'où est lancée une petite fusée... américaine. La géopolitique spatiale est un révélateur cruel des rapports de forces, mais aussi des capacités des États à investir ce secteur. Où en est l'Europe ?

**LE TIR DU 14 AVRIL EN MONTRE** les atouts, avec ce magnifique lancement – à la seconde prévue pour des raisons de mécanique céleste impitoyable – de Juice, une sonde qui aurait ravi Galilée. Le physicien de la Renaissance italienne aurait été baba de voir un engin s'élancer vers Jupiter. C'est en effet en découvrant ses lunes que l'astronome étaya un des arguments de sa dispute avec les doctrinaires de l'Église catholique : qui tourne autour de qui, la Terre ou le Soleil ?

Le voyage de Juice, bourrée d'instruments



Le lancement par Ariane 5 de Juice, la sonde qui va étudier trois satellites de Jupiter... en 2031.

de haute technologie, sera long, avec le recours à l'assistance gravitationnelle de Vénus en 2025 puis de la Terre en 2029 afin de la doter de la vitesse nécessaire pour rallier Jupiter... en 2031. Là, elle va s'intéresser à trois de ses lunes, Europe, Ganymède et Callisto, dont les deux premières pourraient héberger de l'eau liquide. De la science, de la curiosité, de la technologie sophistiquée... L'Europe spatiale dans ce qu'elle peut faire de plus utile, en mettant à profit le haut niveau de ses scientifiques et ingénieurs.

**MAIS IL NE RESTE PLUS** qu'une seule Ariane 5 à lancer, probablement en juin, pour deux satellites de télécommunications : Syracuse, pour les militaires français, et l'allemand Heinrich Hertz. À Kourou, on fait mine de profiter de l'ac-

## Le bonheur de Galilée

calmie pour des travaux sur les installations. Mais... ce n'est pas du tout ce qui était prévu. L'astroport aurait dû s'activer autour de trois lanceurs : Ariane 6, Vega et le russe Soyouz. Las ! Aucun n'est disponible.

Soyouz ? La guerre en Ukraine a stoppé

cette coopération entre l'Europe et la Russie. Vega ? En décembre, le modèle Vega-C de cette petite fusée européenne mais surtout italienne, a dû être détruit en vol. Défaillance d'une pièce fournie... par la société ukrainienne Youjnoye qui relie le corps de la fusée à sa tuyère. Un fournisseur choisi pour son prix inférieur à ce que demandait Ariane Group. Ariane-6 ? Le programme a quatre ans de retard. Rien d'exceptionnel pour un objet aussi complexe.

**RÉSULTAT DE CETTE TRIPLE IMPASSE**, l'Europe est privée de moyens de lancement. Était-il possible d'éviter ce trou noir ? Si les difficultés techniques sont inhérentes aux technologies spatiales, l'assurance contre la panne est... l'argent. De l'argent public, pour l'essentiel. Space-X, l'entreprise d'Elon Musk, repose sur les commandes massives et surpayées du Pentagone et de la Nasa. L'Europe spatiale s'est habituée à faire beaucoup avec peu, comparée au géant américain. Il peut arriver que l'astuce compense un investissement mesuré au cordeau... mais on ne peut pas gagner à tous les coups. Et, en 2023, l'Europe perd.

Il n'y aura pas de miracle. Pour retrouver sa capacité d'accès autonome à l'espace, l'Europe doit ré-investir dans le développement de ses moyens de lancement. ★

# A Domène, pas vraiment Peaudouce

Gérard LAUTHIER

A la fin des années 80, quand une multinationale choisissait de faire appel à des commandos de nervis pour briser une grève. Une intervention restée méconnue, significative de méthodes patronales

La vallée du Grésivaudan a regroupé au cours du XXe siècle une partie importante de l'industrie papetière française et a été le terrain de luttes importantes. L'une d'entre elles est restée totalement oubliée et n'a laissé que peu de traces, alors qu'elle est significative des méthodes des capitalistes, lorsque leurs intérêts sont en jeu.

**ELLE S'EST DÉROULÉE** dans l'entreprise Sodipan-Ouatose qui exploitait deux usines à Grenoble et Domène depuis 1929. Sa spécialité, le non-tissé : couches pour bébés sous la marque Peaudouce et surtout serviettes (dix millions par jour). Au départ, le capital de la société était régional, mais une logique financière et de restructuration va se mettre en place.

En 1978, la société est rachetée par le groupe Agache-Wil-lot. Ce dernier le cède en 1985 à Bernard Arnault, le milliardaire bien connu, qui, à ce moment là, s'était spécialisé dans l'achat d'entreprises en difficulté. Conséquence : en mars un arrêt de travail avec occupation de l'usine de Domène. Fidèle à sa stratégie, un an après, Bernard Arnault revend ses participations à Nokia (groupe finlandais plus connu dans la téléphonie).

**LES TRAVAILLEURS DE DOMÈNE** sont fortement syndiqués, contrairement à ceux de Grenoble. Les avantages conquis à Domène sont



Archives IHS CGT

Une vue de Domène dans la première moitié du XXe siècle.

plus importants. Le nouveau patron ne va avoir qu'une seule idée : supprimer tous les acquis sociaux et niveler par le bas les deux entreprises.

En 1988, un cahier de revendications est déposé à Domène. Il porte sur le rattrapage des salaires bloqués depuis deux ans, le rétablissement de la prime annuelle de 1 100 francs et de l'indemnité de panier de 13,75 francs et une compensation de la réduction de travail.

**LE 6 JUIN 1988**, la grève perlée, commencée deux mois auparavant, se transforme. 63 % du personnel ouvrier se prononce pour une grève totale, avec blocage de l'entrée. Dans la nuit

du 23 au 24 juin, un commando fasciste, composé d'environ cinquante nervis accompagnés de plusieurs cadres, dont le directeur de l'usine, investit l'entreprise et l'isole totalement. Ils font entrer une quinzaine de poids lourds chargés de pâte à papier, qu'ils déchargent et ils les font repartir pleins de produits finis.

Encore un bel exemple de ce qui peut être fait pour casser le mouvement syndical, la lutte et s'opposer à l'avancée des revendications ! ★

Cette rubrique « histoire » est issue des travaux de recherche de l'Institut d'histoire sociale CGT.



Archives IHS CGT

Quand le Doménon avait encore droit de cité à Domène.

# GO Sport, un symbole grenoblois tué par la finance

Laurent JADEAU

Marque emblématique de l'équipement sportif, particulièrement pour les Grenoblois, GO Sport ne sera sans doute bientôt plus qu'un souvenir, victime des débâcles des enseignes d'habillement et, surtout, de la finance prédatrice. Comme pour Camaïeu, Gap et Galeries Lafayette, on trouve derrière ces déboires le financier douteux Michel Ohayon.

Ces derniers mois, la litanie des faillites des commerces d'habillement a défrayé la chronique. Un véritable jeu de massacre : Camaïeu, San Marina, Burton, Gap, Galeries Lafayette, Pimkie... Ces marques que l'on croisait dans toutes les zones commerciales disparaissent les unes après les autres, victime d'un modèle « milieu de gamme » qui ne séduit plus et qui eut du mal à se remettre de l'épisode Covid19.

POUR LES GRENOBLOIS et le monde de l'équipement sportif, la situation de l'entreprise sassenageoise Go Sport retient particulièrement l'attention. La marque (Grenoble olympique sport) a été fondée par les frères Odier en 1979. En 2000, elle devient une filiale de Rallye, reprise ensuite par Casino. Go Sport, c'est aujourd'hui 127 magasins en France, 350 millions d'euros de chiffre d'affaires et 2 200 salariés.

EN 2021, ENDETTÉE ALORS QU'ELLE OCCUPE la troisième place du marché français derrière Decathlon et Intersport, l'enseigne est cédée pour un euro symbolique à HPB, filiale de la holding de l'homme d'affaire Michel Ohayon : la Financière immobilière bordelaise.

En décembre 2022, la société fait l'objet



Le siège de Go sport à Sassenage et l'une des banderoles dont était ornée sa façade en avril dernier.

d'une alerte de la part des commissaires aux comptes et des syndicats. Mouvements de fonds suspects et irrégularités de trésorerie sont pointés. Ces derniers ont en effet découvert une remontée de 36,3 millions d'euros depuis les caisses de Go Sport vers le propriétaire HPB. Alors que la trésorerie de Go Sport accuse un trou de dix millions d'euros fin

**Une trésorerie pillée par la maison mère, comme au GHM**

octobre 2022. Go Sport fait l'objet d'une enquête pour escroquerie en bande organisée et abus de bien social.

Les craintes ont redoublé, lorsque l'actionnaire a souhaité que sa filiale Gap France, enseigne de prêt-à-porter elle aussi en grande difficulté, soit rachetée par Go Sport. Avec le soupçon d'une manœuvre de la FIB visant la revente

de l'enseigne avec une forte plus-value, sans jamais avoir eu, selon les représentants du personnel, de vraie vision d'avenir dans un secteur pourtant porteur. Le sort de 2 200 salariés est en jeu.

LE TRIBUNAL DE COMMERCE DE GRENOBLE s'est saisi du dossier. Après la mise en redressement judiciaire de l'enseigne, il a analysé les offres de reprise 18 avril dernier. Le financier Michel Ohayon ayant finalement jeté l'éponge au grand soulagement des syndicats, deux entrepreneurs s'affrontaient : le Britannique Sports Direct et le Français Intersport. Près de 90% des salariés seraient maintenus, preuve de la viabilité de l'entreprise. C'est finalement Intersport qui reprendra l'activité de Go Sport. Le repreneur s'engage à conserver 72 des 127 magasins de l'enseigne.

Mais la marque Go Sport, elle, devrait disparaître définitivement, tournant ainsi une page de plus de 40 ans dans le paysage grenoblois. ★

# Entre châteaux, le tour du Chatelard

Claudine KAHANE

Une petite randonnée que vous pouvez associer à la visite des châteaux du Touvét (au sud) et de Montaliéu (au nord).

Cette balade d'une demi-journée (8km, 500m de dénivellée) est faisable, sans difficulté, tout au long de l'année, même si « Mercuze » vient de « Malcusia » (mauvais chemin) !

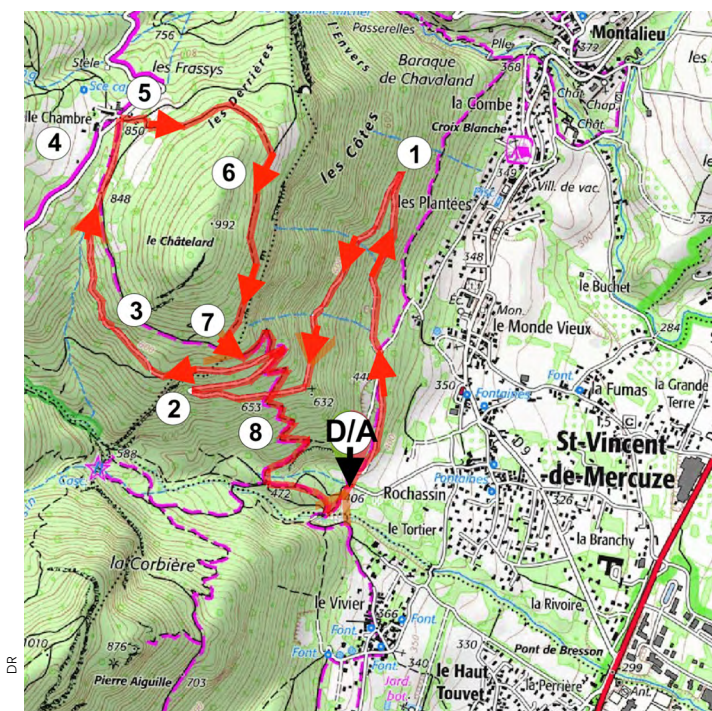
Après s'être garé à Saint-Vincent-de-Mercuze, départ au dessus de Rochassin (D/A) à l'altitude de 400m. Une large piste agréable, suivie plein nord pendant 1,250km nous amène au dessus des Plantées (1) puis plein sud pendant 1,5km jusqu'à une montée en épingle (2) avec un point de vue sur la vallée signalé vers 632 m d'altitude.

Cette piste conduit ensuite par un large mouvement tournant (3) à Belle Chambre (4), où un établissement adossé à une ferme accueille trente adultes présentant des troubles de l'autisme et propose des tables d'hôtes et des produits de la ferme (\*).

De là (5), quitter la piste pour prendre le chemin à droite, assez large, mais un peu gras selon l'humidité, qui s'élève pour déboucher dans un pré (6) qui sert aussi d'aire d'envol de parapentes. Un lieu plaisant pour une pause pique-nique ou pour contempler la vallée. Atteindre ensuite la forêt et par un étroit chemin descendant récupérer la piste (7). Pour la fin de la descente, vous avez le choix entre poursuivre la piste en sens inverse de la montée ou couper par un sentier plus raide et plus rapide (8). ★

(\*) <https://urlz.fr/lq5t>

Table d'hôtes et envol de parapentes



# Les célébrités de Saint-Vincent

Occupée probablement depuis la préhistoire, Saint-Vincent-de-Mercuze, comme une bonne partie de la vallée du Grésivaudan, a été marquée par les affrontements entre Savoie et Dauphiné qui ont conduit à la construction de nombreuses places fortes, remaniées ensuite souvent en châteaux, comme ceux de Montaliéu et du Touvét.

La commune est associée à deux personnages célèbres : Aimé Paquet, né à Saint-Vincent en 1913, maire de 1947 à 1984, tout en étant conseiller général. Il est élu député à partir de 1951 jusqu'à sa nomination, en avril 1973, comme secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme dans le deuxième gouvernement Messmer. En 1974, Giscard d'Estaing le nomma médiateur de la République, fonction qu'il abandonnera en mai 1980.

Un siècle plus tôt, naquit en 1923 Ernest Doudart de Lagrée, qui après des études à l'École Polytechnique, devint en 1854 lieutenant de vaisseau, partit faire la guerre de Crimée et fut décoré de la Légion d'honneur à cette occasion. Il participe ensuite comme diplomate à la politique colonisatrice de la France mais en parallèle il mène des études et des travaux d'exploration très poussés, notamment sur l'art Khmer sur le site d'Angkor et décède en 1868 lors d'une expédition sur le Mékong.

Un monument à son hommage a été inauguré par le président Félix Faure et le maire de Grenoble Stéphane Jay le 15 août 1896 au square des Postes à Grenoble, puis a été transféré en 1968 à Saint-Vincent-de-Mercuze.



Monument en hommage à Doudart de Lagrée

Matthieu Riegler



Jean Hatzfeld

## Lire

### LES COUPS DE CŒUR DE RÉGINE HAUSERMANN

#### « LÀ OÙ TOUT SE TAIT » JEAN HATZFELD

*Face au mal radical du génocide rwandais. Récits de « justes » hutus*

Bientôt trente ans que Jean Hatzfeld, ancien grand reporter de guerre, retourne sur les lieux du drame rwandais de 1994. A Nyamata, au sud de Kigali. Pour décrire, pas pour comprendre. Comprendre est impossible. Alors il pose des questions et il retranscrit. C’est la méthode qu’il a choisie depuis son premier ouvrage « *Dans le nu de la vie* », sous-titré « *Récits des marais* » (2001). Nouer des liens, écouter, enregistrer, recouper les témoignages, les agencer. Témoigner de la vitalité du langage, de ses images si suggestives. « *Couper* » est un des leitmotifs des victimes du génocide, utilisé plus souvent que « *tuer* ». Mon père a été « *coupé* », ma mère « *coupée* », mes enfants « *coupés* » puis jetés dans des « *trous* ».

Dans ce sixième livre, Jean Hatzfeld recueille la parole d’Isidore, Edith et Eustache, Marcienne et Marcel, et d’autres encore. Ils et elles étaient instituteur, cultivateur, infirmière... Ils et elles étaient des Tutsi-es, sau-

vés par des Hutus. Ils étaient Hutus mariés à des femmes tutsies ou pas. Ils ont caché leurs « *avoisinant-es* » tutsi-es dans les marais et les sorghos, les ont conduit-es vers le Burundi. Ils les ont sauvés-es. Pourquoi ? Pour faire le Bien c’est tout. Comment auraient-ils pu imaginer que de cette « *saison de machettes* » les Tutsis sortiraient vainqueurs de l’épreuve. Ils n’en attendaient rien.

Réflexion de Jean Hatzfeld : « *Ils sauvent pour l’absolu. Faire le Bien dans le chaos du Mal est un réflexe invraisemblable. Il y a l’extrême dans le sanguinaire, mais il y a aussi l’extrême dans la bonté.* »

Écoutons la parole d’un « *Juste* », un des « *abarinzi w’igiban-go* », Jean-Marie Vianney Setakwe, agriculteur : « *J’ai refusé la mort chez moi, j’ai choisi la trahise ethnique, j’ai proposé une gentillesse secourable dans un moment risquant sans balancer. Risquant comment ? Tu cachais un Tutsi dans tes sorghos, tu méritais un coup de machette. C’était péché capital.* »

Gallimard 2021 / Folio

#### « ASTA »

JON KALMAN STEFANSSON

« *Personne ne vit comme ça* »

Années 50, en Islande. Le narrateur commence son récit de la « *saga d’Asta* », par la concep-

tion de la jeune femme. Un éblouissement de sensualité entre la voluptueuse Helga et Sigvaldi, pêcheur et peintre en bâtiment. Puis il annonce ne plus rien maîtriser car « *il n’est désormais plus possible de raconter l’histoire d’une personne de manière linéaire* ». Il explique ne pas vouloir donner le sentiment que la vie a un sens alors qu’elle avance par « *hasard et coïncidence* ». A nous de démêler les écheveaux du récit qui entrecroisent des périodes cruciales de la vie d’Asta et ses parents.

Asta adolescente dans les fjords de l’Ouest, travaillant dans une ferme pendant plusieurs mois après avoir agressé un garçon prétentieux. L’amitié avec Josef, leur complicité poétique. Une période fondatrice. Asta élevée

par sa nourrice, éloignée de sa mère et de son père parti vivre en Norvège. Sigvaldi, jeune papa envoûté par la beauté d’Helga. Asta aussi belle que sa mère, plus belle qu’Elisabeth Taylor ! Sigvaldi et son frère le poète, leurs discussions sur leur passé, sur la vie et la mort, le bonheur. Sigvaldi assis sur un trottoir, scène récurrente et intrigante du roman. Asta étudiante libertine à Vienne. Asta écrivant des lettres. A qui ? Asta professeure à l’université, cinquante ans plus tard.

Saga du désir, de la pulsion de vie, de la liberté, des excès de l’alcool, de la poésie. Dionysiaque !

Grasset & Fasquelle 2018 / Folio



LOGEMENTS

NEUFS +

QUALITÉ

= TRIGNAT.FR










Pascalie Cholette

Le Jour J De Mademoiselle B

## Sortir

#### LE JOUR J. DE MADEMOISELLE B.

**SPECTACLE EN ITINÉRANCE  
CRÉÉ PAR LA MC2 À SAINT-  
BAUDILLE-DE-LA-TOUR.  
LA TOURNÉE EN ISÈRE SE  
POURSUIT. UN HOMMAGE AUX  
ACTRICES ET À LA MAGIE DU  
THÉÂTRE.**

Gabriel F., metteur en scène, dramaturge et comédien, incarne dans Le Jour J de Mademoiselle B. une actrice mondialement connue, brisée par la vie au sommet de sa gloire. Après des années d’absence, elle décide de faire ses adieux au théâtre et surtout au public. Le soir de la première, c’est le choc : le public est en grande majorité composé d’enfants, qu’elle redoute plus que tout ! Un conte sur la peur et le courage, sur la célébrité et l’anonymat, mais aussi sur les difficultés de la vie réelle et le pouvoir de guérison de la fiction.

Durée 1h - De 5 à 28 € - Dès 8 ans

Au Touvet, le 5 mai à 20h

A Proveyzieux, le 6 mai à 20h

A Villard-de-Lans, le 9 mai à 19h

A Brézins, le 13 mai à 20h

#### LOVETRAIN 2020

**DANSE - UNE ODE À  
L’EXUBÉRANCE ET À LA  
DÉCONSTRUCTION, AUX  
INFLUENCES DIVERSES ET  
AUX POSSIBILITÉS INFINIES DE  
RÉCIT.**

Le train d’Emanuel Gat comporte un accès direct à des références baroques et des contrepoints émotionnels. Dans un dialogue excentrique entre musique et mouvement, lumière et scénographie, le chorégraphe israélien poursuit son travail exigeant de renversement de perspective et de recherche de beauté. Scènes de collectif succèdent à duos et quatuors pour une performance aussi raffinée que généreuse. Un métissage chorégraphique exaltant.

Durée 1h15 - 5 à 30 €

MC2-Grenoble

Les 11 et 12 mai 20h



Heloïse Faure

Lamenta à La Rampe

#### DIVA SYNDICAT

**THÉÂTRE MUSICAL - CIE MISE  
À FEU - RENDRE AUX FEMMES  
MUSICIENNES LEUR VISIBILITÉ !**

Du Moyen-Âge à nos jours, d’Hildegarde de Bingen à Aya Nakamura, le DIVA Syndicat nous conte une nouvelle histoire de la musique occidentale... celle des femmes ! Femmes oubliées, femmes invisibles... mais surtout femmes musiciennes, compositrices, interprètes, que les artistes s’attachent à nous faire (re)découvrir, ramenant par là le matrimoine au cœur de notre vision du monde. Sous un angle humoristique et burlesque, Noémie Lamour et Gentiane Pierre endossent leurs rôles, ceux qu’elles ont pris, ceux qu’on leur a donnés.

Durée 1h15 - 6 à 17€ - Dès 7 ans

L’Heure Bleue - Saint-Martin-D’Hères

Vendredi 12 mai 20h

#### LAMENTA

**DANSE - ECHAPPÉE EN GRÈCE  
LE TEMPS D’UNE SOIRÉE  
AVEC KOEN AUGUSTIJNEN ET  
ROSALBA TORRES GUERRERO  
QUI SUBLIMENT LE RITUEL DE  
SÉPARATION ANCESTRAL.**

Au nord de la Grèce, quand la communauté est quittée par l’un de ses membres -décès, exil ou simplement mariage- les villageois célèbrent l’absent-e lors de longues nuits de danses et de chants. Ces plaintes servent à exprimer la douleur de la perte mais également à la soulager. Sur une scène nue, neuf dan-

seurs grecs vacillent, frappent le sol, tapent des mains. Parfois rassemblés dans une communion hypnotique, parfois éparpillés dans des danses exaltées, ils dégagent une vitalité fantas-tique.

Les musiques traditionnelles se colorent d’accents jazz et rock dans une superbe union mélodique.

Durée 1h15 - De 8 à 22 €

La Rampe-Echirolles

Mardi 23 Mai 20h

#### LE BRUIT DES LOUPS

**CIRQUE - ÉTIENNE SAGLIO  
NOUS PLONGE À CHACUN DE  
SES SPECTACLES DANS UN  
MONDE ONIRIQUE D’UNE RARE  
BEAUTÉ.**

La scène est transformée en forêt envoûtée et envoûtante, peuplée de bêtes et de mystères... qui fait tanguer nos repères et s’évader nos esprits. Dans un monde devenu trop propre, un homme devient myope. Il s’occupe de son figuier quand une souris s’immisce dans sa vie. Tout d’un coup, les plantes se rebellent. Une invitation à sortir des sentiers balisés pour interroger notre rapport à la nature.

Durée 1h - 5 à 28 € - Dès 8 ans

MC2-Grenoble

Du 23 au 25 mai 20h

# De quoi la LDH est-elle le nom ?

Marie-Christine VERGIAT  
Députée européenne honoraire GUE/NGL

Au moment où le Parlement est bâilloné et le dialogue social renvoyé aux oubliettes de l'histoire, le gouvernement s'en prend à la Ligue des droits de l'Homme. Une association fondée lors de l'affaire Dreyfus et restée fidèles à ses principes fondateurs, la défense du droit et de la légalité. Y compris face à des violences policières.

Depuis quelques semaines, la Ligue des droits de l'Homme (LDH) est l'objet d'attaques virulentes initiées par le ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin, qui l'a menacée de lui retirer les subventions de l'État. Plus grave, ces attaques ont été confortées par la Première ministre accusant, entre autres, la LDH d'« ambiguïtés sur l'islam radical » et prétendant ne plus reconnaître l'association.

Ces interventions ont déclenché une salve de réactions des opposants les plus constants de l'association allant de certains « laïcistes », donneurs de leçons type Caroline Fourest, qui, sous prétexte de laïcité, ont lancé une croisade contre les musulmans, jusqu'à l'extrême droite en passant par la Licra.

**LE TOUT A HEUREUSEMENT** été compensé par un immense mouvement de solidarité et de soutien dont l'appel « Ne touchez pas à la LDH » lancé par l'Humanité.

La LDH, née en 1898 au moment de l'affaire Dreyfus, a une longue histoire faite de combats récurrents contre les pouvoirs publics et notamment sur la question des violences policières : sa première enquête sur le sujet a été menée en Algérie dès 1898. Et c'est justement pour cette dénonciation des violences



La première enquête de la LDH sur des violences policières remonte à 1898. C'était en Algérie.

policières – mots qu'il ne faudrait pas prononcer selon le président de la République – que la LDH est une nouvelle fois clouée au pilori.

**SI L'ON PEUT REPROCHER** quelque chose à la LDH, c'est plutôt la constance de ses positions. Depuis sa création, la LDH a toujours eu comme horizon de défendre « toute personne dont la liberté serait menacée ou dont le droit serait violé » et « de ne jamais accepter, même sous prétexte de raison d'Etat, l'abandon des

**Antiracisme, antifascisme, droits des femmes...**

formes légales »<sup>1</sup> et donc le respect du droit sous toutes ses formes y compris international.

La Déclaration de droits de l'Homme et du Citoyen de 1789, celle de 1793 complétées par la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1848 dont elle est d'ailleurs une des initiatrices, lui

servent de guide.

Si elle est prise pour cible, c'est sans doute parce qu'elle est une sorte de symbole des combats républicains depuis son origine : lutte contre le racisme sous toutes ses formes, soutien aux combats du mouvement ouvrier, lutte contre le fascisme, justice, droits des femmes, lutte contre toutes les discriminations et bien d'autres.

**MAIS IL Y A PLUS GRAVE.** Car aujourd'hui ces attaques se superposent avec le mépris du dialogue social et le bâillonnement du Parlement. Ce sont les fondements même de notre démocratie qui sont piétinés et c'est ensemble que nous devons nous mobiliser pour défendre réellement les principes de la République, trop souvent bafoués par ceux-là même qui prétendent les protéger. La Ligue des droits de l'Homme, fidèle à ses engagements, sera aux côtés de toutes celles et tous ceux qui veulent être de ce combat. ★

<sup>1</sup> Extrait du premier manifeste de la LDH publié le 17 juin 1898.

## La CGT bergers manifeste devant la chambre d'agriculture



Le 27 avril, à Moirans.

Une date pour discuter. Pas démesuré, comme revendication. Il a pourtant fallu un rassemblement devant la maison de l'agriculture, à Moirans, pour que le syndicat CGT des gardiens de troupeaux obtienne un rendez-vous avec la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA). Syndicat d'employeurs qui salarient des ouvriers agricoles, bergers, en l'occurrence.

Depuis l'automne dernier, malgré l'intervention de l'inspection du travail, les réunions programmées ont été à di-

verses occasions reportées. L'Isère est le seul département pastoral où les négociations ne se sont pas tenues, à quelques semaines de l'ouverture des cabanes dans les alpages.

Ce rendez-vous, obtenu le 27 avril, ce sera le 24 mai. Des revendications à discuter, il n'en manque pas.

« L'été sur les alpages, nous travaillons de 60 à 80 heures par semaine », constate Emmeline Tabillon, secrétaire du syndicat des bergers. Payés de 35 à 40 heures. La CGT revendique le aiment de 44 heures hebdomadaires, comme cela se pratique dans les Pyrénées. Loup, réchauffement climatique... le métier de gardien de troupeaux exige une technicité dont la CGT demande la reconnaissance. Logement, outils de travail...

« Nous sommes isolés sur nos montagnes, mais ensemble dans la lutte », se réjouissait Geoffroy Moreaux, l'un des animateurs du syndicat.

### Tombola de la grève

Elle est organisée par notre journal en collaboration avec les forces de la Nupes au profit des caisses de grèves syndicales. À gagner : multicuiseur Moulinex, appareil multifonction fromage Cheese'n'co Tefal, caisse à outils Bosch, barbecue, piscine gonflable, batterie de cuisine, pèse-personne, brume électrique, balai nettoyeur, sac de sport, cocotte, montre, batterie externe, livres... 2€ le ticket. Tirage au sort à la fête du Travailleur alpin samedi 17 juin. Tickets en vente à la fédération et auprès des sections du PCF.

### Succès à Beaucroissant

Pour cette foire de printemps, le stand la Terre/le TA a connu une affluence que l'on n'avait pas vue depuis longtemps : 1486 repas ont été servis. Ajoutons à cela l'intéressant débat sur une Sécurité sociale de l'alimentation. Un beau succès que n'ont pas réussi à ternir les provocations de l'extrême droite. **Toutes les infos sur travailleur-alpin.fr.**

## PARTENARIAT LE TRAVAILLEUR ALPIN & DOMAINE ET VILLAGES

**VINS, BIÈRES ET SPIRITUEUX AU MEILLEUR PRIX ET UNE RELATION DIRECTE AVEC LES PRODUCTEURS DES DIFFÉRENTS TERROIRS VITICOLES. LE TOUT EN CONTRIBUANT AU FINANCEMENT DE VOTRE JOURNAL ET DE SA FÊTE.**

Pour commander – dès aujourd'hui et **avant le 14 mai**, rien de plus simple :

- se rendre sur le site vente-directe-dv.com
- renseigner le code de votre boutique « Travailleur alpin » : **ZSWUTQ**

Vous avez alors accès aux catalogues en ligne de Domaine et villages. A l'issue de votre choix, vous pourrez régler par carte bancaire.

**La livraison votre commande interviendra début juin** au siège du Travailleur alpin, 20 rue Emile Gueymard, à Grenoble.

Vous serez averti par courriels et par textos du jour de la disponibilité de votre commande.



S'adressant à une responsable politique de gauche, Aurore Bergé souhaite faire passer son camp – celui des capitalistes – comme celui de la non-violence, face ceux qui seraient, eux – les manifestants et les partis de gauche – partisans de la violence.

L'action violente peut paraître attractive pour certains manifestants de par sa radicalité. Mais il existe des actions bien plus radicales comme la grève ou la création d'un syndicat dans une entreprise. L'impact sur le réel est alors bien plus important que celui d'une action violente.

Les responsables politiques de gauche peuvent avoir des difficultés à condamner ce qui résulte d'une colère sociale profonde face à un pouvoir de plus en plus tyrannique et injuste. Cette colère apparaît légitime face à un régime qui a perdu sa légitimité démocratique. Emmanuel Macron estime que l'élection présidentielle suffit à lui donner les pleins pouvoirs. Or dans une démocratie, le débat doit être permanent, reposer sur plusieurs institutions, ne pas abuser de la Constitution. Par ailleurs, le président a la possibilité, même dans le cadre de la Ve République, de recourir à des référendums pour connaître la volonté du peuple, ce à quoi il se refuse.

Dans l'ensemble, les manifestants sont nettement moins violents que les capitalistes et le président Macron et ses discours méprisants. Mettre le feu à des déchets ou dégrader un bien physique a des conséquences nettement moins violentes que la réforme des retraites qui va pousser des millions de travailleurs et de retraités dans la précarité.

La violence est de nature ambiguë. Certains penseurs comme Walter Benjamin décrivent le caractère dialectique voire parfois positif de la violence. Les violences populaires, quand elles sont majoritaires, révèlent une violence préexistante dans le droit en vigueur. Les fondements moraux et rationnels de ce droit sont alors ébranlés, entraînant son renversement jusqu'à la fondation d'un nouveau droit. « *Le désordre n'est pas la négation de l'ordre mais il est un ordre concurrent qui cherche à se fonder.* »

Toutefois Walter Benjamin insiste bien sur le caractère transitoire de cette violence. La violence ne doit pas être un but en elle-même et n'être présente que dans des moments très particuliers de l'histoire que sont les basculements de régimes vers plus d'égalité et de démocratie.

« Les violences dans la rue, vous ne les condamnez pas »

AUORE BERGÉ

REPROCHE ADRESSÉ PAR AUORE BERGÉ À SANDRINE ROUSSEAU SUR FRANCE 2, LE 23 MARS 2023, DANS L'ÉMISSION « CRISE POLITIQUE, CRISE SOCIALE ET MAINTENANT... ».

Chaque mois le Travailleur alpin décrypte un « **élément de langage** » ou une « stratégie d'image » masquant une déformation de la réalité, un embellissement, une orientation... Bref une possible tentative de manipulation. Un mot vous paraît intoxicant ? Envoyez-nous le à [redaction@travailleur-alpin.fr](mailto:redaction@travailleur-alpin.fr)



### MOTS À RETROUVER :

- SOIN
- MÉDECIN
- PERSONNEL
- SALARIAT
- PATIENT
- VACCINATION
- PRATICIEN
- URGENCE
- HONORAIRE
- CONSULTATION
- HÔPITAL
- ÉGALITÉ
- MUNICIPALITÉ
- SUBVENTION
- LIBÉRAL
- DÉPARTEMENT
- EFFECTIF

E Z I U W B A G Z E T I L A G E L D E J  
Y D Q J G N B N F W K U U Ç M I D Y X H  
O Q E E Q Q F O H D G D Ç P E C K O W K  
R U V A Y M P I V O I R X N D A Ç O Q Q  
V A C C I N A T I O N M I X E E Z A H M  
Q R K Z N F I A Q Y F O R F C C E Y H S  
L N K D C D T T T I S U R L I U O N Y U  
I K L E M O C L Q A K R A A N B C E L B  
B K I P L U W U M Q I Y P E I Q K C W V  
E W M A Y Y U S V S L R R Ç M R Q N B E  
R X U R O N Ç N I Z Y R A P K H E E M N  
A T P T M Z E O R B X T T L L S F G Q T  
L Z C E O C Y C C H O P I T A L F R G I  
P A S M J A N M P I Z U C V V S E U P O  
M V B E Q Y Z L M P C M I R M A C G Ç N  
T M U N I C I P A L I T E S U B T M L F  
H B M T M J N Q O H G U N C T V I Y C Y  
Ç Y P E R S O N N E L H K Z F B F X B P  
Ç J N X Z E K V T Y E D Q F V U B N S Q  
U R P Q F L T N E I T A P H V X E C E A

### NOUS TROUVER EN KIOSQUE :

- **LES ECUREUILS TABAC-PRESSE** - 17, rue Gabriel Didier 38130 Échirolles
- **TABAC PRESSE LOYTIER BRUNO** - 9 place Verdun, 38320 Eybens
- **TABAC-PRESSE LE TOTEM** - 113 av Aristide Briand, 38600 Fontaine
- **LE CIGARILLO** - 54 avenue Félix Viallet 38000 Grenoble
- **FÉDÉRATION DE L'ISÈRE DU PCF** - 20, rue Émile Gueymard 38000 Grenoble
- **BAR RESTAURANT LE SQUARE** - place docteur Martin, 38000 Grenoble
- **TABAC PRESSE LE JAURÈS** - 63 Grande Rue, 38160 Saint-Marcellin

## Abonnement annuel

### - Vos coordonnées

Nom Prénom (\*) : .....

Adresse (\*) : .....

Code postal (\*) : ..... Ville (\*) : .....

Courriel – nécessaire pour recevoir le code d'accès au site(\*) : .....

### - Montant (\*) :

Formule soutien 50,00 euros pour un an ☐ Formule classique 30,00 euros pour un an ☐

Veuillez compléter les champs obligatoires (\*) du formulaire, joindre un chèque du montant de la formule choisie à l'ordre du Travailleur alpin et adresser l'ensemble au Travailleur alpin, 20 rue Emile Gueymard – BP 1503, 38025, Grenoble Cedex.

Le (\*) : .....

A (\*) : .....

Signature (\*) :

## POURQUOI VOTRE FACTURE D'ÉLECTRICITÉ NE CESSE D'AUGMENTER ?

Le Conseil National de l'Énergie arrive dans votre région le 8 juin prochain pour tenter d'y répondre et aborder l'avenir de la filière industrielle de production d'électricité et ses implications sur votre pouvoir d'achat.

**Les enjeux énergétiques sont plus que jamais d'actualité et c'est à vous, citoyennes et citoyens, de faire entendre votre voix.**

Le 8 juin, rejoignez les acteurs de l'énergie, les représentants du personnel d'EDF, des députés et sénateurs aux élus locaux en passant par des experts reconnus dans leur domaine.

Organisé par le Comité Social Économique Central (CSEC) d'EDF, ce Conseil National de l'Énergie est une occasion unique pour vous de mieux comprendre les causes de l'augmentation des prix de l'électricité et débattre de l'avenir industriel et énergétique en Région Auvergne Rhône-Alpes, pourvoyeuse d'emploi pour tous.

Vos idées, vos perspectives et vos voix sont indispensables pour façonner l'avenir de l'énergie en France.

**Alors n'attendez plus, rejoignez-nous et soyez acteur du changement dès maintenant !**

[www.conseil-national-energie.fr](http://www.conseil-national-energie.fr) 

Inscription obligatoire

## INFOS



**8 JUIN 2023 - MAISON DE LA CULTURE DE GRENOBLE**



**14H30 ESPACE D'ACCUEIL ET STANDS**

**18H30 DÉBAT NATIONAL EN DEUX PARTIES**

- 1 Avenir de l'hydroélectricité et de l'ensemble de la filière de production d'électricité en Auvergne Rhône-Alpes.
- 2 Face aux enjeux de décarbonation, de réindustrialisation et d'envolée des prix, comment faire d'EDF un des outils principaux de la lutte contre le réchauffement climatique tout en garantissant un prix équitable ?